

Républicain, qui serait probablement reconnu par plusieurs Etats de l'Amérique Latine, et dans ce but il est favorable à la convocation des "Cortes" qui devront ratifier l'élection de M. Martinez Barrio comme Président. Ce dernier désignerait alors la personne chargée de former un nouveau Cabinet où tous les secteurs politiques seraient représentés et à qui M. Negrin résignerait ses pouvoirs.

M. Negrin a trouvé dans tous les milieux l'accueil qui correspondait à sa haute hiérarchie. Ses points de vue sont en général partagés et nul ne conteste la nécessité de dépasser les luttes partisans et de refaire autour du Gouvernement de la République l'unanimité indispensable à la solution du problème politique espagnol. Cependant cela ne signifie point une adhésion à sa personne et sa candidature comme chef du futur Gouvernement serait loin, actuellement, de rallier tous les suffrages. Certains articles parus dans la presse espagnole de Toulouse l'ont montré même trop bruyamment. Ce n'est donc pas lui, certainement, qui a inspiré l'information fantaisiste du "New-York Times" d'après laquelle il porterait au Mexique la représentation des 120.000 Espagnols réfugiés en France.

"Esquerra Republicana de Catalunya" et tous les antifascistes catalans, dont les divergences d'opinion sont loin d'être aussi accusées que celles de ses frères espagnols, désirent ardemment voir ces derniers arriver à un accord et espèrent que la prochaine réunion des "Cortes", que nous avons déjà annoncée dans un autre Bulletin et à laquelle le Dr. Negrin se propose d'assister, donnera le pas décisif pour que cet accord devienne une réalité.

MONARCHIE OU REPUBLIQUE

Depuis quelques jours, si on en juge au silence qui s'est fait autour de lui, le problème espagnol est passé à l'arrière plan de l'actualité. Deux facteurs seulement sont venus apporter quelque chose de nouveau : les démarches entreprises par M. Negrin, dont nous venons de parler, et les agissements de M. Gil Robles en vue d'une restauration de la monarchie en Espagne.

Comme chacun le sait, les élections du 12 avril 1931, données aux partis républicains une écrasante majorité. Sur les cinquante capitales de province, quarante-cinq penchaient résolument pour la République. Il ne s'agissait pas en réalité d'une simple consultation électorale mais d'un véritable plébiscite. Alphonse XIII le comprit ainsi et le 15 avril aux premières heures du matin s'embarqua sur la route de l'exil. Le lendemain, les Espagnols pouvaient lire un message de l'ex-roi où il déclarait notamment : "Les dernières élections me prouvent que je ne puis plus compter sur l'estime de mon peuple. Ma conscience me dit que cet égarement ne sera pas définitif. Je ne renonce à aucun des droits de la couronne... En attendant le moment où il me sera permis de connaître l'authentique expression de la conscience collective, je suspends délibérément l'exercice du pouvoir royal".

Or, le peuple espagnol, au cours de la période 1931-1939, a manifesté authentiquement, par le suffrage et par les armes, son attachement aux institutions républicaines. De leur côté, les éléments qui suivent Franco et Franco lui-même, ont déclaré : plusieurs reprises leur méfiance à l'égard d'une restauration qui ferait retomber le pays dans les mêmes "vices" d'antan. Sur quoi alors peuvent se fonder les espoirs de Jean III, dernier survivant mâle de la famille royale ? Sur l'appui coordonné des vieux partis alphonsin et carliste ? Leur infime importance numérique nous empêche de le penser. On serait